

ENSEMBLE!

BULLETIN D'INFORMATION ET DÉBAT

N° 10 AUTOMNE-2015



1
EURO

MIGRANTS, AUSTÉRITÉ, DÉMOCRATIE, CLIMAT

UNE EUROPE EN CRISES, L'URGENCE D'UNE ALTERNATIVE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

L'ÉDITO

La crise profonde de l'Union Européenne se révèle sous de multiples aspects. **Une crise des « migrants »**, un exode inédit de peuples fuyant la guerre ou la misère et traversant les frontières d'une Europe qui se voulait forteresse. Les états et les élites dirigeantes se divisent sur la validité de leurs traités de Schengen ou de Dublin, tandis que s'opère dans l'opinion un processus de dévoilement toujours plus crû du caractère inique et inhumain du fonctionnement des institutions telles qu'elles ont été pensées.

Une autre crise, celle des politiques d'austérité... et de la démocratie, s'est révélée avec l'affrontement contre la Grèce, redoublant ce processus de démasquage d'une Union Européenne qui agit contre la volonté et la dignité des peuples. Après le massif « OXI » à l'austérité lancé par le peuple Grec, les dirigeants de l'eurozone ont répété leur formule préférée, condensé de leur vision autoritaire

et brutale : « *Il n'y a pas de choix démocratiques contre les traités européens* ». Pendant ce temps, la BCE, et les dirigeants de l'Union Européenne, procédaient à l'asphyxie financière de l'économie grecque, et imposaient par la contrainte un 3° plan d'austérité au gouvernement de Syriza.

La crise climatique, qui apparaît dans le débat public en France avec la préparation de la COP 21. Les principaux responsables des états, des multinationales, voudraient nous faire croire qu'ils seraient en mesure de résoudre les maux provoqués par l'idéologie du profit et du productivisme qu'ils véhiculent toute l'année durant. Le scandale Volkswagen est révélateur d'une logique financière si inventive pour contourner les normes environnementales et pour tromper honteusement les citoyens consommateurs. La COP 21 devrait être l'occasion de fortes mobilisations, point d'appui crucial dans



Suite édito, page 2



1-2 Édito : Europe en crises, urgence d'une alternative

CLIMAT, NOTRE DOSSIER

2-4 La crise climatique, un état des lieux inquiétants

4-5-6 COP 21, des négociations internationales déconnectées des enjeux

6-7 Nucléaire, non merci

8-9 Sortir des énergies carbonées

10 Construire un mouvement durable

ELECTIONS RÉGIONALES

11-12 réforme territoriale, plus d'austérité, moins de démocratie

13-14 Élections régionales, un pas en avant dans le rassemblement pour une autre gauche

15-16 Loi Macron et Code du travail, la cage de fer du libéralisme Europe

EUROPE

17 Migrants, réfugiés : accueillir sans trier...

18-19 Grande Bretagne : Jeremy Corbyn change la donne

20-21 Irlande : une coalition en construction
interview de Aengus O'Snodaigh, parlementaire du Sinn Fein

22-23 Kurdistan/Turquie : entretien avec Sebahat Tuncel, co-présidente du HDK

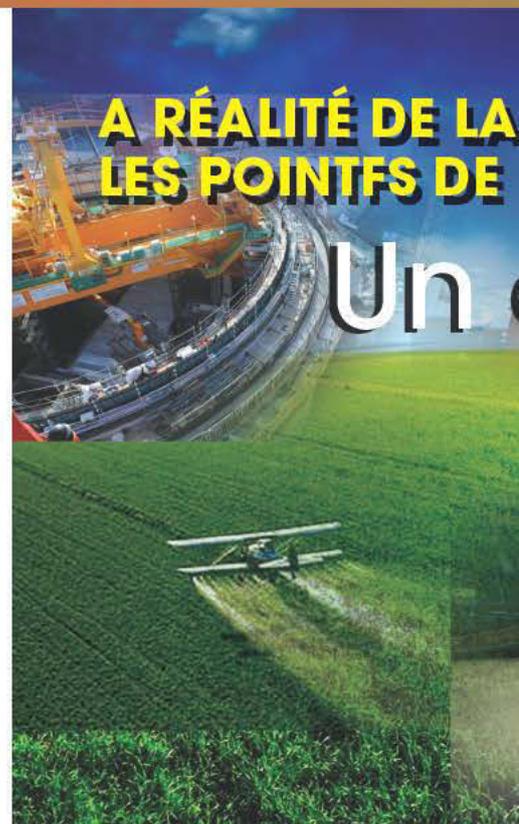
24 Ensemble ! se présente...

Suite édito, page 1

la construction d'une alternative de gauche.

Les issues politiques sont incertaines et peuvent être dramatiques. A l'ombre de ces crises, des droites nationalistes réactionnaires, populistes, xénophobes, peuvent proliférer en Europe comme en France. Mais les conséquences sociales de ces crises favorisent en retour un renouveau de la gauche radicale européenne. Podemos en Espagne, un rassemblement de gauche en Irlande, l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Labour, autant de brèches contre la pensée unique du "There is no alternative". La gauche grecque, avec Syriza, a lancé, trop seule, la première offensive d'une gauche anti-austérité. Elle a connu une défaite en acceptant le memorandum imposé. L'avenir dira si elle sera en mesure de retrouver, ou non, les moyens de rebondir dans sa résistance à l'austérité, et si elle

trouvera les points d'appui et de convergences venant d'autres expériences de la gauche anti-austérité et des mouvements sociaux en Europe. En France, Hollande et le duo Valls-Macron continuent leur renoncement à toute politique de gauche, avec la casse orchestrée du droit du travail et des politiques pro-patronales systématiques. Nous sommes devant un impératif : faire avancer le rassemblement de la gauche écologique et sociale, du Front de gauche à EELV et aux opposants socialistes, notamment à ces élections régionales, puis en 2017. Nous n'avons pas le droit de retomber dans l'éparpillement et la désunion. La meilleure contribution à la solidarité entre les gauches de transformation sociale en Europe, c'est d'avancer vers une alternative rassemblée en mesure de bousculer le pouvoir dans notre pays. ■



A RÉALITÉ DE LA LES POINTS DE

Un

Le rapport des experts du GIEC de 2014 a confirmé l'existence d'un réchauffement climatique à l'échelle planétaire, et le fait qu'il est majoritairement dû à l'émission des gaz à effet de serre (GES). La température moyenne de l'atmosphère continentale et océanique a augmenté de 0.85°C entre 1880 et 2012, provoquant un réchauffement de l'eau des océans de 0.11°C (en surface), une rétraction de la calotte glaciaire arctique de 4 % par décennie et une hausse du niveau de la mer de 3 mm par an depuis 1993. Au cours des années 2000, les températures enregistrées semblaient plus faibles que celles attendues. On a parlé d'un « hiatus » climatique, mais selon une étude récente ce hiatus est surtout dû à des changements dans la répartition des stations météorologiques. Estimer la température à l'échelle du globe n'est pas si aisé que cela ! Le réchauffement est principalement causé à 50 % par l'émission de CO₂ et à 30 % par celle du méthane, les variations du rayonnement solaire invoquées par les climato-sceptiques ayant un impact négligeable (moins de 1.5 %). La concentration en CO₂ continue à augmenter inexora-



CRISE CLIMATIQUE AUJOURD'HUI : RUPTURE NÉCESSAIRES

État des lieux INQUIÉTANT !



blement, elle est aujourd'hui proche de 400 ppm, valeur qui n'a pas été atteinte depuis 2.6 millions d'années ! Pire, l'augmentation ne faiblit pas depuis le protocole de Kyoto : elle oscille autour de 2 ppm par an.

Des perspectives gravissimes

Concernant les projections pour le futur, les cinq nouveaux scénarios du GIEC sont plus difficiles à interpréter que par le passé : ils sont exprimés en « forçage radiatif » en W/m^2 (RCP 8.5, RCP 6, RCP 4.5, RCP 2.6), auxquels on peut faire correspondre a posteriori différents scénarios économiques. Le pire des scénarios (RCP 8.5) suppose une émission accélérée de GES jusqu'à 1300 ppm en 2100. Avec l'extraction des gaz de schiste, le retour du charbon ou l'usage de pétrole inaccessible par le passé, le pire n'est hélas pas impossible. A contrario, pour imaginer l'ampleur du changement de société que requiert le scénario le moins grave (RCP 2.6), il faudrait qu'à terme tout le carbone émis par les combustions fossiles soit stocké dans l'océan ou dans la végétation, ce qui requiert une limitation drastique de l'extraction de gaz, de pétrole ou de charbon. D'après les différents modèles climatiques, pour les 4 scénarios les températures

moyennes en 2100 augmenteraient respectivement de 1, 1.8, 2.2, et 3.7 °C par rapport à la période 1986-2005. Mais les moyennes sont souvent trompeuses, car l'océan se réchauffe moins vite que les continents et certaines saisons ou régions seront plus impactées que d'autres. Par exemple, sur le pourtour méditerranéen, en 2100, pour le pire des scénarios les températures estivales augmenteraient de plus de 6.5°C, alors même que les précipitations baisseraient de 25 %. Par comparaison, pour le scénario le plus favorable, l'augmentation estivale serait de 2°C, sans changement concernant les précipitations. A ces effets, il faut rajouter une plus grande fréquence des événements extrêmes (canicule, inondation) et une hausse du niveau de la mer estimée entre 0.26 et 0.82 m par le rapport du GIEC. Mais il existe beaucoup d'incertitudes si on dépasse ce que les climatologues et les écologues appellent des points de basculement. En effet, de nombreux phénomènes complexes ont des réponses non linéaires. Récemment, des auteurs ont montré qu'une hausse plus forte du niveau des océans (plus de 5 m!) était possible si les glaciers fondent plus vite que prévu. C'est pour cette raison que les scientifiques insistent sur l'absolue



NOTRE DOSSIER

nécessité de ne pas dépasser 2°C de réchauffement global.

Les conséquences pour les populations humaines, l'agriculture ou les écosystèmes naturels vont être importantes et elles nécessitent déjà des adaptations, même si on limite au maximum le réchauffement futur. Les plus pauvres sont les premiers touchés par les catastrophes climatiques : leurs logements sont souvent les plus vulnérables aux inondations ou aux tempêtes, ils sont aussi plus exposés aux maladies émergentes et souffrent plus des canicules... Le changement climatique va aussi modifier les rendements des cultures (déjà le cas pour le blé), en accroissant ainsi l'insécurité alimentaire, et causer d'importants dégâts sur les écosystèmes naturels (risque de sécheresse, dépérissement forestier, perte de biodiversité), qui peuvent aussi rétroagir sur le climat.

Changer de modèle de développement

Actuellement, 40 % des GES émis restent dans l'atmosphère, l'océan en absorbant 30 % et la végétation 30 % aussi. Seule une réduction des émissions offre une solution structurelle pour stopper l'accroissement des GES : un raisonnement simple est qu'il faut diminuer d'au moins 40 % nos émissions à l'échelle globale d'ici 2050. Mais si on suit le principe de responsabilité

Suite page 4



PHOTOS: D. R.



Suite page 3

partagée qui fait porter plus d'effort sur ceux qui ont le plus pollué par le passé, la réduction devra être de 80 % à 95 % pour les pays industrialisés. Or nous prenons le chemin inverse, le taux d'accroissement des émissions était de 1.3 % par an entre 1970 et 2000, il est passé à 2.2 % entre 2000 et 2011. C'est le résultat de l'industrialisation de la Chine (+219 % entre 1990 et 2010) et de l'Inde (+179 %).

En France, la répartition des sources de GES est la suivante: 28 % pour le transport, 21 % pour l'agriculture, 17 % pour le logement et l'industrie et 12 % pour l'énergie. La France a diminué de près de 10 % ces émissions entre 1990 et 2012. Mais cette baisse, insuffisante au regard des enjeux, masque une augmentation depuis 1990 de la consommation énergétique de plus de 60 % pour

le gaz et l'électricité dans le secteur résidentiel et de 12 % et 16 % de la consommation de carburants respectivement des voitures particulières et des poids lourds. De plus, la France importe beaucoup de produits consommés en France, mais produits ailleurs. Pour évaluer la durabilité d'un modèle de développement, il faudrait faire un bilan carboné par citoyen en tenant compte de ce qu'a émis la production de ce qu'il consomme. Ceci traduit bien que nous n'avons pas changé de modèle de développement y compris en France, bon élève selon les critères de Kyoto.

Pour diminuer drastiquement ces émissions d'ici 2050, il faut donc opérer un vrai changement de paradigme dans tous les domaines. Il faut aussi éviter la destruction des espaces naturels ou la concurrence entre énergie et agriculture, que peuvent générer les filières de bioénergie ou les autres solutions du capitalisme vert. La seule solution durable est de développer une économie plus sobre en énergie et en produits

manufacturés. La première étape est de s'engager à laisser le carbone fossile là où il est en interdisant tous les projets « extractivistes » (gaz de schiste, pétrole au large de la Guyane ou en Méditerranée) et à développer des solutions alternatives sous le contrôle démocratique des salariés et des citoyens. Pour produire et consommer autrement, nous devons nous nourrir des milliers d'initiatives, qui existent déjà, popularisées notamment par le mouvement *Alternatiba*.



Le moment du départ pour le Tour *Alternatiba* depuis Bayonne.

Des transports en commun gratuits, du ferroutage pour les marchandises, le développement d'AMAPs ou de coopératives agricoles bio, des aides pour la reprise d'entreprises par des SCOP ayant un projet écologique, une diminution de la publicité dans l'espace public, la réduction du temps de travail, le développement des énergies renouvelables, des lieux de travail plus proches des lieux de vie, des logements mieux isolés, rendre publics les grands groupes de l'énergie comme Total sous contrôle citoyen... Les mesures permettant un changement de société sont connues. Mais il faut de la volonté politique et surtout les moyens d'engager cette transition, ce qui suppose une autre répartition des richesses, une rupture radicale avec la concurrence libre et non faussée érigée en loi au sein de l'UE et surtout un affrontement avec ceux qui aujourd'hui captent l'essentiel des richesses que nous produisons. ■

HENDRIK DAVI

Vers la COP21, EN PANNE

Rappel

Le sommet de la terre, à Rio de Janeiro en 1992, a créé trois conventions :

- la convention sur la diversité biologique,
- la convention des Nations-Unies sur la lutte contre la désertification,
- la convention-cadre des Nations-Unies sur le changement climatique (CCNUCC, plus connue sous son acronyme anglais UNFCCC).

La convention sur le changement climatique est entrée en vigueur en 1994 et elle regroupe aujourd'hui 195 états. Son instance principale en sont les COP « *Conférences of Parties* » qui réunissent tous les ans en décembre, les chefs d'états et de gouvernements et les représentants des différents pays ainsi que les « *major groups* » qui regroupent les ONG, syndicats, entreprises et collectivités locales.

En 1997, le protocole de Kyoto est élaboré par la convention cadre et sera ratifié par de nombreux pays, mais sans les Etats-Unis. L'accord de Kyoto s'est appuyé sur les conclusions du GIEC, le groupe international des experts du climat, un organisme créé en 1988 par le G7 sous l'égide du programme des Nations-Unies sur l'environnement et l'Organisation Météorologique Mondiale, Margaret Thatcher et Ronald Reagan ayant insisté pour inclure l'OMM dans la création du GIEC pour ne pas laisser trop de pouvoir à une agence de l'ONU.

Le protocole de Kyoto était un accord contraignant, qui s'est appuyé sur un principe fondamental de la convention cadre, celui des « *responsabilités communes mais différenciées* » des différents pays face au changement climatique. Ce principe prend en compte la responsabilité particulière des pays industrialisés dans l'usage des énergies fossiles et en fait découler des obliga-

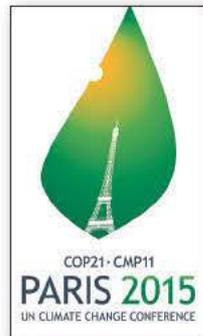
des négociations internationales ET DÉCONNECTÉES DES VRAIS ENJEUX

tions spécifiques en terme de réduction des gaz à effet de serre et de financement des pays en développement pour les coûts d'adaptation au changement climatique ainsi que des coûts de la transition vers des modèles énergétiques basés sur les énergies renouvelables.

Le protocole de Kyoto prévoyait différentes périodes d'engagement, la première se terminant en 2012, et la conférence de Copenhague, la COP15, en décembre 2009, devait aboutir à un accord général, incluant les non-signataires du protocole de Kyoto, dont les Etats-Unis d'Amérique.

L'échec de Copenhague a conduit la CCNUCC à rediscuter ses objectifs et, à Durban, pendant la COP17 en décembre 2011 une nouvelle approche a été entamée. Celle-ci peut se résumer ainsi :

➤ le principe d'un « *fond vert* » pour les pays en développement a été décidé, mais sans que les mécanismes de financement ne soient précisés, ce qui laisse dans le flou la promesse prise à Copenhague de trouver 100 milliards de dollars par an à compter de 2020,



➤ pour obtenir un accord général, incluant les non-signataires de Kyoto et les pays en développement, les engagements de réduction des émissions des gaz à effet de serre se feront de manière volontaire et déconnectée des négociations durant les

COP par ce que le jargon de la CCNUCC appelle les INDC (*Intended Nationally Determined Contributions*),

➤ l'accord général a été renvoyé à plus tard – cela doit être le but de la conférence de Paris – sans que ne soit encore précisé le caractère de cet accord, protocole contraignant, comme le revendiquent la plupart des pays du sud, ou texte ne nécessitant pas de ratification comme l'exigent les Etats-Unis...

Fin juillet 2015, 49 pays – dont la plupart des principaux émetteurs – ont présenté leurs engagements. Pour 2030 l'addition de ces engagements montre déjà, avant même que l'on connaisse ceux des autres pays, une augmentation globale de 15 % des émissions de gaz à effet de serre, alors que le GIEC pré-

conise une baisse de 20 % dès 2030. Au lieu de l'augmentation de 2°, considérée par le GIEC comme le maximum possible avant d'entrer dans des scénarios incontrôlables, le monde se dirige vers plus de 3°, voir 4° !

C'est là le problème principal de ces négociations : les éléments de loin les plus importants ne font pas partie des discussions, les engagements publiés durant l'année 2015 ne seront pas « *négociables* » durant la COP ce qui vide celle-ci de l'essentiel de son intérêt et montre à quel point le mécanisme choisi est vicié dès le départ.

Un accord a minima encore non trouvé

Ce qui reste à négocier peut donc sembler accessoire. Il s'agira de se mettre d'accord sur le rythme des sommets importants, où le compte des engagements sera fait à nouveau, sur le caractère définitif ou non de ceux-ci (sera-t-il possible de revenir sur ses engagements, en pire bien entendu) et sur les mécanismes de vérification de la véracité de ces déclarations. Il s'agira aussi, et surtout, de préciser les mécanismes d'aides financières, un des points les plus discutés lors des différentes sessions intermédiaires de négociations de la CCNUCC. Plusieurs questions sont sur la table : la demande des pays en développement d'inclure un chapitre sur les pertes et dommages subis lors des catastrophes climatiques, comme le typhon qui a dévasté les Philippines il y a deux ans ; l'origine des sommes promises par les pays les plus riches, dons réels, prêts, réorientation de l'aide au développement, contributions du secteur privé... tout cela reste plus que flou, les pays riches ne voulant pas s'engager sur des promesses de donchiffrees.



Birmanie,
Dans le delta d'Irrawady.

© KHIN MAUNG WIN / AP

Suite page 6



Suite de la page 5

C'est là un point de blocage avec les pays en développement auquel s'ajoute une autre difficulté, interne à ces pays. Si, en 1997, quand le protocole de Kyoto a été élaboré, la distinction entre pays industrialisés – Europe de l'Ouest, Amérique du Nord et Japon – et pays en développement allait de soi, la montée en puissance des pays émergents, Chine, Brésil, etc. change la donne et amène à une différenciation interne aux pays du Sud qui crée de nouvelles divisions et de nouveaux débats.

Les « fausses solutions » à l'honneur...

Dans ce contexte, les entreprises multinationales et les gouvernements qui les soutiennent avancent les « solutions techniques » qui pourraient résoudre la crise climatique. Le gouvernement français met en avant l'énergie nucléaire ; les industries pétrolières et gazières le stockage du carbone dans les gisements qu'ils ont ou sont en train d'exploiter ; d'autres enfin la biologie synthétique, l'ensemencement des océans et autres utopies technologiques...

Ces « solutions », dénoncées par toutes les ONG et mouvements environnementalistes, sont utopiques, dangereuses et ont toutes comme consé-

quence de repousser toutes les mesures réellement efficaces !

Une autre logique

C'est, au contraire, une toute autre logique qui est nécessaire.

Tout d'abord en dénonçant et en mettant sous contrôle les entreprises multinationales – à commencer par les secteurs extractivistes – qui sont les principaux émetteurs de gaz à effet de serre.

Ensuite en concluant un accord international contraignant qui fixe des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre en phase avec les recommandations du GIEC, accord incluant une aide massive aux pays en développement pour leur permettre de s'adapter au changement climatique et de changer leur modèle énergétique.

Cela veut dire jeter les bases d'un autre modèle de développement, basé sur les énergies renouvelables, un autre modèle agricole privilégiant les circuits courts, un urbanisme soutenable et le développement des transports en communs...

Ce sont ces exigences qui seront au cœur des mobilisations qui accompagneront la COP21, le sommet sur le climat qui se tiendra à Paris en décembre 2015. ■

CHRISTOPHE AGUITON

Dans la série de

A lors l'électricité nucléaire serait LA solution, exemplaire pour le reste du monde ?

Avec ses 58 réacteurs exploités, EDF produit 79 % de l'électricité du pays. Depuis de nombreuses années, le lobby nucléaire français (EDF, AREVA) entretient l'idée que cette énergie serait « renouvelable », « propre » et « pas chère » et donc la seule susceptible de répondre aux besoins énergétiques mondiaux en forte croissance. Plus récemment, s'appuyant sur son « expérience » et son « savoir-faire » il a théorisé sur la « renaissance » du nucléaire, dont il revendique la première place !

L'électricité nucléaire serait renouvelable et participerait à notre indépendance énergétique ?

Il n'en est rien : 100 % de l'uranium utilisé dans les centrales françaises est importé ! Au rythme actuel de consommation du parc nucléaire mondial, les réserves d'uranium seront épuisées dans 60 ans. En France, AREVA (3^{ème} producteur mondial) peine à exploiter les mines du Niger dans un contexte de corruption et de présence pesante de l'armée française sur ce territoire et à ses abords (Mali).

Une énergie dangereuse et dont on ne sait que faire des déchets ?

Un des défauts majeurs de cette technologie reste la production de déchets qui ne sont pas recyclables (1 200 tonnes produites chaque année par les réacteurs français) et dont certains resteront dangereux très très longtemps (le plutonium reste radioactif 234 900 ans et en respirer un milliardième de gramme suffit à déclencher un cancer du poumon). L'exploitation de la filière nucléaire semble catastrophique en matière de santé publique. En tout cas, la mobilisation continue d'être forte contre l'enfouissement des déchets, en particulier cet été du côté de Bure où 1 500 personnes se sont rassemblées !

L'électricité nucléaire serait une énergie pas chère ?



PHOTOS: D. R.

Les fausses bonnes solutions pour le climat : NUCLÉAIRE NON MERCI !

Les émissions de gaz à effet de serre dues à la production d'électricité dans le monde n'ont cessé d'augmenter, alors qu'en Europe elles ont baissé. Dans ce contexte, la France pourrait apparaître comme LE bon élève, puisqu'avec 17 % de la production européenne elle ne participe qu'à hauteur de 3 % aux émissions. En comparaison, l'Allemagne, dont le charbon fournit 46 % du mix électrique, est responsable du quart du CO₂ émis par les centrales de l'UE.



de la plupart des ménages européens.

Ce choix d'un prix unitaire bas découle également de la sous-évaluation des coûts réels de production et de transport de cette politique du « *tout nucléaire* ». En effet, il semblerait bien que les dépenses à venir de remise à niveau du parc de réacteurs n'aient pas été prises en compte, que l'on n'ait

Pas évident, même si la ministre vient d'annoncer une hausse de l'électricité limitée à 2,5 %, alors que la veille la Commission de régulation de l'énergie publiait un rapport pointant la nécessité d'une augmentation des tarifs comprise entre 3,5 et 8 %. Plusieurs raisons à la prise en charge par le « contribuable » d'une partie de la facture, la fixation du prix unitaire du kilowatt-heure à un niveau bas n'étant qu'une décision éminemment « politique ».

Cette hausse limitée s'explique par le poids très important de la note d'électricité dans les dépenses des ménages, lié à une surconsommation particulièrement importante, elle-même due à une politique commerciale agressive. Ainsi, en moyenne, la consommation d'un ménage français dépasse de 34 % celle d'un ménage allemand ! Malgré un prix du kWh artificiellement bas, sa facture reste donc plus élevée que celles

pas anticipé le coût plus important de la production par les EPR, que les provisions pour le démantèlement des centrales qui seront abandonnées sont insuffisantes, etc. Quant au réseau de transport, adapté au système actuel (peu de points de livraison), il devra être restructuré pour tenir compte d'une production à venir plus diffuse. Pour clore provisoirement ce chapitre, on ne développera pas la question de la totale sous-évaluation du traitement des déchets (nucléaires) et du niveau excessivement bas d'assurance d'EDF en cas de catastrophes comme Fukushima ou Tchernobyl, etc.

Une situation des entreprises du secteur (EDF et AREVA) extrêmement préoccupante !

AREVA a essayé de lourds échecs dans son développement international : fiasco du chantier d'Olkiluoto-3 la première commande d'un réacteur de 3^e

génération censé être sa vitrine à l'international, retard sur les EPR, etc. En mars, AREVA annonçait, pour 2014, une perte de 4,8 milliards d'euros, sur 8 de chiffre d'affaires et une dette de 5,8 ! En situation de faillite, l'entreprise ne pouvait éviter une restructuration drastique. Début juin, l'Élysée mettait en demeure EDF de se rapprocher d'AREVA pour l'aider à sortir de ses difficultés financières. Au bout de deux mois de négociation, les deux groupes ont conclu un accord, qui prévoit un contrôle majoritaire par EDF d'AREVA NP filiale en charge des activités de construction et de services aux réacteurs.

AREVA qui emploie 44 000 personnes (dont 28 520 en France) envisage une saignée d'ici à fin 2017 : 5 000 à 6 000 suppressions de postes dans le monde (3 000 à 4 000 en France). Rappelons que l'entreprise avait chiffré ses besoins de financement d'ici à 2017 à environ 7 milliards !

Un renflouement qui va pénaliser la transition énergétique.

Le sauvetage de la filière nucléaire va nécessiter une forte intervention financière d'EDF et du contribuable pénalisant ainsi la transition énergétique de la France, l'essentiel des moyens étant encore une fois investis dans ce secteur, au détriment d'un engagement résolu dans les énergies renouvelables.

Et pourtant nous pourrions faire autrement.

Si l'on en croit le réseau « *Sortir du nucléaire* » : « *En retenant des hypothèses pourtant prudentes, la sortie du nucléaire ne coûte pas plus cher que renouveler le parc des réacteurs nucléaires vieillissants. Mais les coûts du nucléaire montent constamment, tandis que ceux des renouvelables ne cessent de baisser : au final, on peut s'attendre à ce que la sortie du nucléaire revienne bien moins cher !* » ■

RENÉ DURAND, 19 AOÛT 2015.



Transition énergétique

LE CHARBON BROIE

PHOTO: D. R.

La centrale à charbon de Nochten, Allemagne.



Le cas de l'Allemagne est souvent cité en exemple, notamment en France, pour essayer de démontrer que sortir de l'énergie nucléaire, c'est, de facto, augmenter l'emploi du charbon et donc ses émissions de gaz à effet de serre.

Un des enjeux pour limiter le dérèglement climatique est de respecter le seuil moyen d'élévation de température en dessous des 2° C par rapport à celle de 1990 (aujourd'hui, nous en sommes à +0.8°), et de diminuer drastiquement, dans les années qui viennent, l'emploi d'énergie fossile et, en premier lieu, l'utilisation des centrales électriques au charbon. A chaque fois que l'on rappelle cette urgence, un certain nombre de pays (Allemagne, USA, Chine,...) sont pointés comme mauvais élèves, mais qu'en est-il exactement ?

Il est vrai qu'après avoir décidé, en 2011, de sortir de la production d'électricité par l'énergie nucléaire, l'Allemagne est devenue un des plus gros pollueurs de l'Europe en termes de dioxyde de carbone (CO₂). Si cette « sortie » se traduit par une montée spectaculaire des énergies renouvelables qui représentent désormais 27 % de l'électricité produite, elle provoque également un recours massif au charbon et au lignite (plus de 45 % de la production d'électricité). Les producteurs d'énergie ont préféré le charbon au gaz, pourtant deux fois moins polluant, en raison du prix du charbon et du prix bas de la tonne de CO₂. En effet, à ce pari s'ajoutent deux effets : bien sûr une pollution importante, mais aussi un coût dû aux accords Européens sur les droits à polluer. Chaque entreprise qui consomme plus de 20 mégawatts

par an se voit attribuer un quota d'émissions de CO₂, et, si elle ne les utilise pas, elle peut les revendre à d'autres entreprises. Les « énergéticiens » dépassent d'une façon importante leur quota d'émission, mais principalement du fait de la crise des industriels de la sidérurgie, ces entreprises sont en excédent. Pour donner une échelle de grandeur, en 2014, si l'on regarde seulement RWE, cette entreprise, parce que déficitaire, a dû déboursier 1 milliard d'euros (7.45 euros la tonne). Le charbon est aussi victime de la concurrence du gaz de schiste et du fléchissement de la consommation chinoise. Des deux côtés de l'Atlantique, les cours du charbon sont tombés, ces dernières semaines, à leur plus bas niveau depuis une dizaine d'années. Mais ces choix sont de plus en plus contestés et le gouvernement Allemand maintient ces objectifs de réduction de ses émissions en CO₂.

Décarbonisation de l'économie

L'objectif climatique allemand est de réduire de 40 % d'ici à 2020 ses émissions de CO₂ par rapport à 1990. Elle en est actuellement à 27 % de réduction... La décision de maintenir cet objectif intervient 5 mois avant la confé-

rence internationale de Paris en décembre 2015. Malgré le nombre d'emplois et les profits qu'elle génère, cette décision va entraîner la mise en arrêt de plusieurs centrales à charbon. Début juin, la phrase de la chancelière allemande Mme. Merkel « Décarbonisation de l'économie », a fait un bruit de canon et, depuis, l'industrie du charbon broie du noir.

Soumise à une très forte pression de l'opinion publique, des ONG et des associations internationales, mais aussi de certains états, le gouvernement allemand veut rapidement se débarrasser de ce boulet et redorer sa cote internationale dans la lutte climatique. On devrait assister dans les prochaines années à une nouvelle accélération de la mise en place des énergies renouvelables. L'Allemagne veut faire la démonstration qu'un pays riche peut à la fois décarbonner son économie et sortir de l'énergie nucléaire.

L'ONG Oxfam, se demande si c'est l'aboutissement de la prise de conscience que : « Chaque centrale à charbon peut être considérée comme une arme de destruction du climat qui intensifie les conditions météorologiques changeantes, aux conséquences désastreuses sur les récoltes, accroît la hausse des prix alimentaires et, en fin de compte, augmente le nombre de personnes en proie à la faim ». L'ONG, souligne dans un rapport publié samedi 6 juin 2015 et intitulé

DU NOIR

« Qu'ils mangent du charbon ». « Il est temps que les dirigeantes et dirigeants du G7 prennent conscience que leurs politiques énergétiques aggravent la faim dans le monde. »

Dans le monde

Un des derniers de la classe, l'Australie, un des plus gros émetteurs de la planète par habitant en raison de l'importance de son secteur minier (1,3 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde), a un gouvernement très proche des industriels du secteur. Il déclare placer l'industrie de charbon au centre de l'économie. Pour eux la lutte climatique est une logique d'un nouvel ordre mondial placé sous contrôle des Nations Unies, qui s'oppose au capitalisme et à la liberté et fait du catastrophisme environnemental un sujet quotidien pour parvenir à ses fins ! Ce gouvernement, accusé de ne pas vouloir prendre sa part dans la lutte au dérèglement climatique, vient de déclarer qu'il avait décidé de rattraper son retard et de réduire de 26 % ses émissions de carbone d'ici 2030.

Aux Etats-Unis, en cinq ans, la part de marché du charbon est passée de 44 % à 30 %. La Chine, premier pollueur de la planète avec 25 % des rejets de gaz à effet de serre, réduit sa dépendance au charbon. Ses importations ont diminué de 38 % au cours des cinq premiers mois de l'année, elle mise maintenant sur les renouvelables et malheureusement sur le nucléaire. Elle se fixe pour objectif « d'atteindre le pic de ses émissions de CO₂ autour de 2030, tout en s'efforçant de l'atteindre au plus tôt », ce qui veut dire fermer un grand nombre de centrales à charbon.

L'autre grand changement touche le monde du business et de la société civile qui se sont approprié la question du réchauffement climatique, avec le charbon en ligne de mire. Axa a décidé de vendre ses participations dans les

entreprises les plus impliquées dans les activités liées au charbon. Un désinvestissement de 500 millions d'euros. Le PDG estime « *Il est de notre responsabilité, en tant qu'investisseur institutionnel de long terme, de considérer les émissions de carbone comme un risque et d'accompagner la transition énergétique mondiale* ».

Le Parlement norvégien a indiqué que le fonds de pension public du pays, qui pèse près de 900 milliards d'euros, va devoir se désengager de compagnies minières ou énergétiques dont plus de 30 % de l'activité sont liés au charbon.

Et last but not least, le Pape a lui aussi pris position sur la nécessité de se désintoxiquer des combustibles fossiles « surtout le charbon ».

A quelques semaines de la COP 21, "king coal" va moins bien, mais...

En France

Nous connaissons le discours de Hollande au Bourget, sur la finance, mais moins sur son engagement à mettre fin aux aides financières à l'exportation pour les centrales à charbon, annoncé fin 2014 lors de la conférence environnementale. Mais je vous rassure, il a une certaine constante, celle de revenir quelques temps après sur ses promesses et renoncer !

Une menace sur les 750 salariés d'Alstom à Belfort et Massy, aura suffi pour renoncer.

Les associations et ONG, sont vent debout, les Amis de la Terre font campagne : <http://www.amisdelaterre.org/Financement-des-changements.html>

A quelques mois de la COP 21 à Paris ce serait un renoncement et un très mauvais signal envoyé par la France.

L'avenir : « Noir c'est Noir », ou « rayon de soleil » ?

Un simple constat, montre que si nos sociétés ne changent pas fondamentalement de logique : celle de la croissance et du profit financier et les règles en cours d'un système libéral de plus en plus incontrôlable et extrême, cette transition énergétique ne se fera

pas ou dans des conditions si mauvaises que les contradictions, les contraintes, les limitations, seront accompagnées par d'énormes injustices et des inégalités qui accentueront les tensions internes et externes des différents pays et continents et qui conduira à l'extension de la barbarie. Ce sont d'abord ces enjeux qui bloquent les accords internationaux à la recherche de développement de mauvaises solutions, afin de résister aux transformations intrinsèques de nos structures pour de vrais remèdes. Cette crise, n'est pas qu'environnementale, mais bien écologique, elle touche nos racines, nous sommes là dans une crise systémique ultime.

Il est de notre responsabilité, en tant qu'investisseur institutionnel de long terme, de considérer les émissions de carbone comme un risque et d'accompagner la transition énergétique mondiale.

PDG AXA

Il n'y a plus de doute, les scientifiques du monde entier, des centaines dirigés par l'ONU, nous alertent, les dirigeants, comme Obama, les intègrent dans leurs discours, mais pour l'instant, on voudrait nous faire croire que ce sont de simples perturbations et que la technologie et l'adaptation du monde capitaliste sauront bien prendre en compte dans l'urgence, sans remettre en cause les structures. Pourtant la plus importante des solutions, celle des économies d'énergies montre bien l'intégration de nouvelles façons de vivre, la perspective d'une autre façon de voir l'avenir de l'humanité : elle remet en cause notre développement actuel, nos solidarités. En fait elle bouscule notre imaginaire. Remettre de l'humain d'abord, c'est accepter de mettre de la radicalité (de racine) dans les décisions. Ces révolutions doivent être l'occasion de penser démocratie et émancipation pour une alternative à ce monde qui n'en finit pas de mourir ! ■

THE END OF COAL !

GILLES MONSILLON



Construire un mouvement durable

POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE



PHOTO: D. R.

A lors que medias et gouvernements bruissent de déclarations sur l'événement que constituera la 21^{ème} conférence sur le climat (COP21) des Nations-Unies à Paris-Le Bourget en décembre 2015, l'enjeu essentiel porte sur la capacité des mouvements sociaux et écologistes à poser les bases d'un mouvement pour la justice climatique. Si chaque conférence climat illustre l'incapacité des Etats à opérer une révolution énergétique capable de freiner la catastrophe climatique, et celle de Paris ne fera sans doute pas exception, les mouvements pour la justice climatique n'ont pas réussi jusque-là à s'inscrire suffisamment dans la durée, et avec suffisamment de force, pour peser. Mais les désillusions, au moins depuis le sommet de Copenhague en 2009, ne conduisent pas nécessairement à l'impuissance. A l'échelle internationale, les différents réseaux agissant pour le respect des équilibres climatiques se rapprochent, des grandes manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes du monde, et en

particulier à New York, en septembre 2014, incluant la mobilisation de nombreux collectifs militants et de syndicats. En France, plusieurs dynamiques, travaillant ensemble, vont être les vecteurs de la mobilisation en décembre prochain : *Alternatiba* (<https://alternatiba.eu>) parti du pays basque, a essaimé en France puis dans d'autres pays, et marque la volonté d'inventer des alternatives à un système prédateur, ici et maintenant ; après le tour de France *alternatiba* qui a sillonné le territoire tout l'été, c'est à Paris les 26 et 27 septembre que se retrouveront toutes ces alternatives.

La coalition climat21 (<http://coalitionclimat21.org>) regroupe plus de **130 organisations et mouvements** : syndicats, ONGs environnementalistes et de solidarité internationale, mouvements sociaux, féministes, groupes de foi ou de jeunesse. Cette coalition, lancée fin 2013, souhaite démultiplier

les actions avant, pendant et après la COP21. En effet, les deux semaines que dure la COP vont être intensives en mobilisations. Les 3-4 octobre se tiendra une grande rencontre internationale sur la stratégie des mouvements sociaux et environnementaux, puis la mobilisation va monter en puissance pendant deux semaines : Marche pour le Climat les 28 et 29 novembre, simultanément dans les plus grandes villes du monde ; Village Mondial des Alternatives à Montreuil (banlieue parisienne) les 5 et 6 décembre ; Zone d'Action Climat (ZAC) du 7 au 11 novembre au nord de Paris, et actions de masse à Paris le 12 décembre.

Alors que les représentants des Etats et des multinationales auront conclu leurs travaux, il est essentiel que les mouvements des peuples, pour la justice climatique, aient le dernier mot. Car c'est d'eux, en premier lieu, que dépend

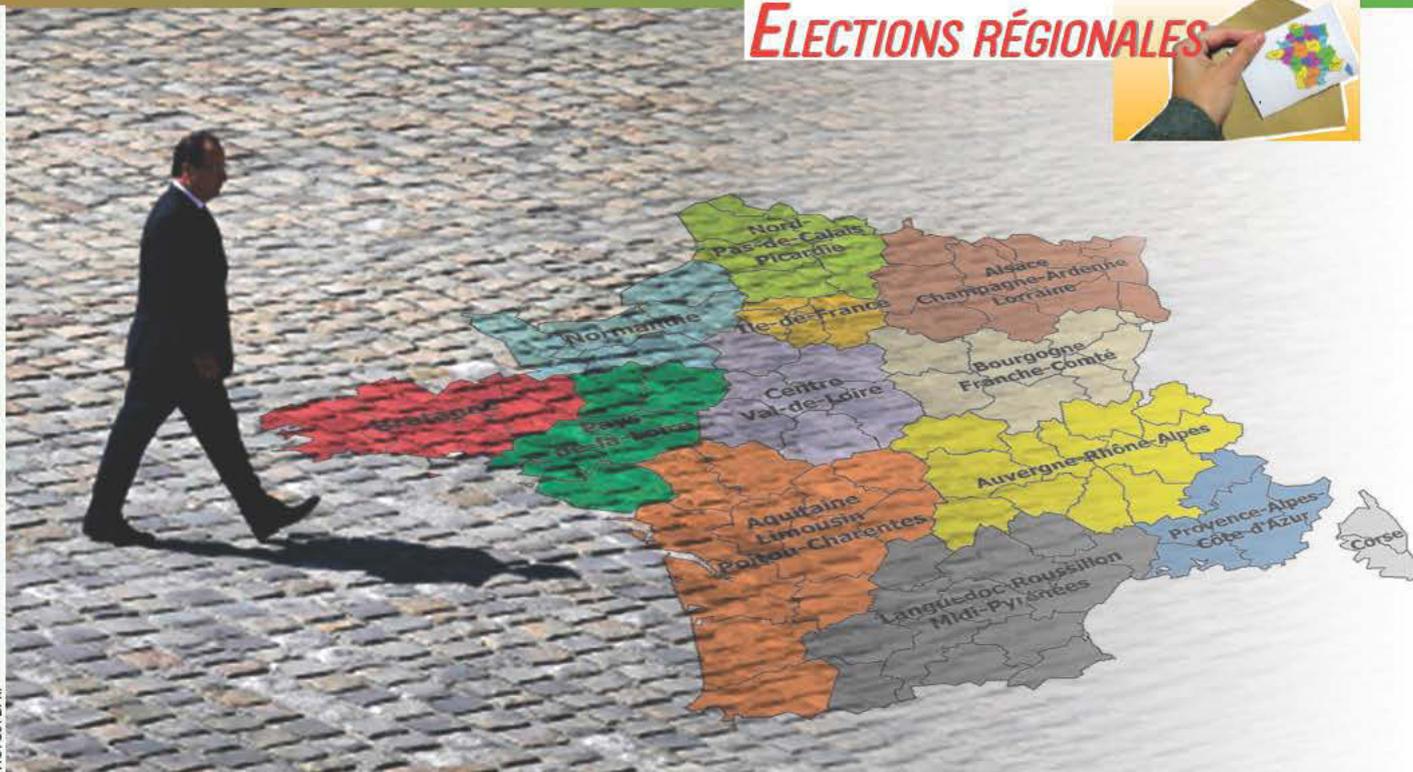
l'avenir. Prendre au sérieux le slogan « changer le système », c'est mettre au cœur des mobilisations sociales à venir la question écologique et climatique. C'est à la fois dans l'unité la plus large, et à la fois en construisant des alliances qui articulent la question climatique à une critique globale du système, qu'on marchera

sur deux jambes : respect des stratégies variées des différents mouvements, et construction d'alternatives au capitalisme et au productivisme. C'est également faire de la question écologique, une question sociale, une question populaire, car les inégalités sociales recourent les inégalités environnementales.

A décembre à Paris, après on continue ! ■

VINCENT GAY





PHOTOS : D. R.

Réforme territoriale : PLUS D'AUSTÉRITÉ, MOINS DE DÉMOCRATIE

F Hollande et son gouvernement font de la Réforme Territoriale un acte aussi important que le « *Pacte de Responsabilité* » qui allie politique économique de l'offre et engagement de réduction du déficit public selon les pactes budgétaires d'austérité imposés par les traités européens. Toutes les collectivités publiques doivent réaliser au moins 10 milliards d'euros d'économies par an. Leurs missions sociales, d'aménagement du territoire, de cohésion sociale et de transition écologique en sont affaiblies. Ces Lois Territoriales valorisent l'efficacité économique dans une conception libérale de la compétitivité : celle de la concurrence libre et non faussée de l'Union

Européenne, du Traité transatlantique et des négociations secrètes pour la libéralisation de tous les services publics.

Un scénario écrit d'avance ?

Ce fameux Acte III de la décentralisation a été divisé en 3 actes dont la distribution éclairée la pièce qui se joue – loin des citoyen-ne-s – ainsi que sur ses enjeux, majeurs pour la vie quotidienne. Au cœur de cette réforme pourtant, ni solidarité contre le creusement des inégalités, ni développement soutenable, ni services publics de proximité, accessibles dans tous les sens du terme : il s'agit d'une réorientation majeure des dynamiques territoriales et d'une

réorganisation forte des institutions locales qui les ont impulsées (au risque de casser ce qui marche au lieu de réformer ce qui dysfonctionne) au détriment de l'efficacité sociale et démocratique. De ce fait, toute possibilité de consultation citoyenne est écartée.

Acte I : le 19/12/2013 la Loi crée 13 « Métropoles » : ce sont de grands territoires urbains « attractifs » qui vont concentrer toutes les richesses et les ressources au détriment des autres territoires ruraux et semi-ruraux : les trois plus grandes villes Paris, Lyon et Marseille deviennent « *Métropoles à statut particulier* » de niveau européen. C'est Lyon qui donne le ton suivi des deux autres dans un an.

Complémentaire, la Loi crée 10 autres Métropoles de Droit Commun (plus de 400 000 habitants) : Toulouse, Lille, Bordeaux, Nantes, Strasbourg, Reims, Rouen, Grenoble, Montpellier, Brest qui s'ajoutent à la Métropole de Nice (1^{ère} Métropole créée après la Loi Sarkozy de 2010).

La création d'un niveau supplémentaire de grandes agglomérations aux pouvoirs très centralisés et très étendus voire exorbitants ne manquera pas de nourrir les logiques de « *baronnies* », d'éloigner les élus locaux des centres de décision et les citoyens des



Suite page 12



Suite de la page 11

élus. Se consolide ainsi une logique de « *gouvernance* » adossée à une superstructure technico/administrative hostile à l'expression de la souveraineté citoyenne et populaire des assemblées élues et de la démocratie.

Acte 2 : Loi du 23/07/14 modifiant la carte de France des Régions :

Sont créées 13 « *super Régions* » avec maintien du nombre de Conseillers Régionaux (en attendant la suppression des Conseils Généraux en 2020).

Le Chef de l'Etat veut donner à ces régions « une taille européenne capable de bâtir des stratégies territoriales ». Même logique de concurrence entre « *Super Régions* » que celle entre « *Métropoles* ». Il faut des « *métropoles fortes dans des régions fortes* » aptes à entrer dans la compétition européenne ou internationale par leur spécialisation économique.

Seules les Grandes régions, les Métropoles et l'État seront désormais à même d'imposer leurs priorités, les autres collectivités étant désormais dépourvues de moyens législatifs (suppression de la clause de compétence générale – voir encadré) ou financiers.

Acte 3 : est annoncée une « *Loi de développement des solidarités territoriales et de la démocratie locale* » dont la Loi NOTRE (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) est un volet : verra-t-elle le jour ? Tant il est vrai que tout cela peut encore bouger...

Pour une autre « Réforme Territoriale » : quelques pistes...

Combattre cette réforme d'un point de vue émancipateur pour la gauche de transformation sociale nécessite d'en cerner les enjeux majeurs :

Amorce de réflexion pour une alternative :

1 Garantir l'égalité des droits partout et pour tous sur tout le territoire national milite pour le maintien d'un cadre unitaire (unicité) – et non pas fédéral – d'une République démocratique sociale et écologique (la VI^e République) que préconise le Front de Gauche

▷ maintien du rôle de l'état central non seulement sur des fonctions régaliennes mais aussi sur des fonctions sociales et culturelles

▷ maintien d'une fonction publique nationale basée sur l'emploi qualifié et statutaire avec un volet « Territorial » et un volet « Hospitalier »

▷ « pôle public financier » et Lois de réforme de la fiscalité nationale et locale

2 Une République Unitaire peut fonctionner avec une décentralisation solidaire de coopérations librement consenties. Il s'agit de mettre en œuvre des politiques publiques répondant toujours mieux aux besoins économiques, sociaux et écologiques.

▷ cohésion sociale par des services publics renouvelés et renforcés

▷ toujours plus de démocratie « réelle »

▷ planification écologique

▷ relocalisation des activités économiques (lien entreprises/territoires) mais non libérale (refus des territoires de « compétitivité »),

3 La question de l'urbanisation/métropolisation du pays : 80 % de la population française vit dans les agglomérations qui concentrent l'essentiel des emplois et ressources :

▷ Pour des « alter métropoles » autour de projets métropolitains ancrés sur les quartiers et arrondissements luttant contre les inégalités et les fractures spatiales, sociales, culturelles...

▷ construire et promouvoir une véritable « droit à la ville » pour tous et toutes incluant l'éradication des nouveaux bidonvilles par l'accès effectif aux droits fondamentaux de leurs habitants.

ARMAND CREUS,
CONSEILLER RÉGIONAL FRONT DE GAUCHE.

➤ Enjeux de réponses au démantèlement de la « *démocratie locale* » et de « *l'État social* » par leur renouvellement en lien avec les besoins de la société : renouveau des services publics et de l'action publique avec une visée autogestionnaire.

➤ enjeux de réorganisation de la puissance publique : État central national et « *État local* » en refusant le « *tout État* » comme « *l'État à minima* » des libéraux

➤ Enjeu de la prise en compte de l'urbanisation massive de notre société (plus de 80 % de français vivent dans les villes) mais aussi de la périurbanisation et de la ruralité. ■

ARMAND CREUS

La clause générale de compétence repose sur les « *affaires de la collectivité* » ou l'intérêt public local. Elle découle de la loi municipale de 1884 et avait été étendue en 1982 aux autres collectivités territoriales. Depuis la loi NOTRE du 7 août 2015, elle concerne à nouveau uniquement les communes. Cette clause générale de compétence a une double vocation :

- elle distingue les compétences de l'organe délibérant de celles de l'organe exécutif, en donnant au premier une compétence de principe ;
- elle protège la collectivité concernée contre les empiètements de l'État et des autres collectivités.

Elections régionales, FAIRE AVANCER LES DYNAMIQUES DE RASSEMBLEMENT À GAUCHE

Les élections régionales de décembre doivent être l'occasion d'une nouvelle étape dans le rassemblement des forces de gauche défendant une alternative à la politique d'austérité du gouvernement.



Remise en cause des 35hs, attaques contre le code du travail, provocations dans les décrets d'application de la loi Macron, budgets austéritaires en préparation... La crise politique, sociale, démocratique, écologique en France et en Europe s'amplifie. L'afflux des réfugiés poussés par les guerres et la misère exige des réponses pérennes et solidaires. Cette rentrée souligne la démultiplication des urgences et la nécessité de porter une réponse politique à vocation majoritaire. Les élections régionales de décembre prochain annoncent une nouvelle sanction pour le pouvoir en place, la droite menée par Sarkozy veut profiter de cet affaiblissement en se glissant dans le sillage d'un Front National qui vise la conquête de deux régions. Cette situation doit susciter une réaction d'ampleur sur les conséquences des choix aggravés d'austérité, sur les menaces climatiques et le nouveau modèle de développement à inventer, sur la mise en concurrence entre les territoires, sur la société éga-

litaire et démocratique auquel nous aspirons. Une alternative politique doit être portée par le Front de gauche auprès de ses partenaires et des citoyennes engagées à combattre la fatalité et changer la société. Seul le rassemblement de celles et ceux déterminé-e-s à résister à l'austérité, à la concurrence de tous contre tous, à la dépossession démocratique des populations face à de méga-régions et méga-métropoles, aux grands projets inutiles, est à même de porter les exigences populaires et les aspirations sociales pour faire barrage à la droite et l'extrême droite, et d'exprimer de vraies valeurs de gauche et écologistes. Le rassemblement de ces forces n'est pas seulement possible, il est aussi indispensable pour construire une alternative et l'espoir émancipateur qu'il porte.

Nouvelle étape

Ces élections régionales sont l'occasion d'une nouvelle étape au sein des processus de recomposition en

cours à gauche de la ligne gouvernementale et de celle portée par l'appareil du Parti Socialiste. Au-delà de quelques blocages, la tendance est au rassemblement, auquel Ensemble! continue d'œuvrer de manière constructive et volontaire. Se discute l'idée d'un nécessaire dépassement du Front de Gauche, cherchant à impliquer mouvements sociaux et alternatifs, EELV, Nouvelle Donne, socialistes dissident-e-s, courants écologistes et antilibéraux/décroissants.

La difficile cohésion des forces du Front de Gauche a freiné sa force d'attraction et de propositions. Mais il se présente dans toutes les régions au premier tour en toute indépendance vis-à-vis du Parti Socialiste. Et un rassemblement plus large prend forme dans plusieurs régions, qui peut créer une dynamique pour une politique sociale et écologique, et contester l'hégémonie au Parti Socialiste dans l'électorat de gauche. Au sein d'EELV



Suite de la page 13

le débat s'est approfondi et s'éclaircit avec les départs de F. De Rugy et de J.F. Placé, suivi d'autres responsables et militants optant pour l'alliance avec le PS plutôt qu'avec le Front de Gauche. Toutefois, EELV présentera des listes autonomes du PS dans toutes les régions, et dans quelques unes s'associera avec l'ensemble du Front de Gauche ; un rassemblement « rouge-vert » bienvenu. La participation au rassemblement d'opposants à la politique gouvernementale au sein du PS, ne s'est pas concrétisé dans la dynamique de ces régionales.

Rassemblement pour une alternative

Persister dans cette orientation, la mettre en application autant que possible dans un maximum de régions, faire en sorte que le Front de Gauche apparaisse uni et attractif lors de cette campagne des régionales, permettrait que s'impose à une échelle de masse la nécessité d'une alternative.

La cohésion du Front de Gauche est une donnée fondamentale en même temps que s'impose la nécessité d'un rassemblement large qui le dépasse. Alors que s'amorce une période d'importantes mobilisations autour des enjeux climatiques, autour des enjeux sociaux et migratoires, contre les budgets d'austérité, ce type de cadre large est amené à prendre une place importante dans la pratique politique.

Ce rassemblement, auquel œuvre Ensemble!, doit apparaître comme une étape clé dans l'émergence d'une alternative crédible aux politiques néolibérales, antisociales et écolo-destructrices menées depuis de nombreuses années tant par la droite historique que par la « gauche décomplexée » sociale-libérale. ■

LAMBERT CLET

Pour des régions solidaires, écologiques et sociales

De nombreuses rencontres tenues en région ont élaboré les propositions que défendront les listes Front de gauche, parfois en alliance avec EELV. Elles illustrent un programme alternatif et la nécessité d'un changement radical de politique, tant au niveau national que régional, au moment où le gouvernement prépare un budget d'austérité qui entraîne une baisse des dotations aux collectivités :

Des régions résistantes à l'austérité

- ➔ Refuser une diminution des effectifs de la Fonction Publique territoriale sous prétexte d'« économie d'échelle » dans les nouvelles régions fusionnées.
- ➔ Défendre les services publics, l'égalité entre territoires avec des missions identiques partout, un refus de toute privatisation et des « Partenariat Public Privé ».
- ➔ Étendre le champ de la gratuité dans les transports pour les moins de 25 ans et tous ceux qui sont exclus du droit à la mobilité faute de revenu, (chômeurs, précaires, titulaires de CMU et AME)
- ➔ Refuser l'austérité dans la santé, sur laquelle le gouvernement veut économiser 1,2 milliards pour répondre à une exigence de Bruxelles, les Agences Régionales de Santé réduisant les équipements, les hôpitaux et les maternités de proximité.

Des régions qui s'engagent pour le climat et l'écologie,

- ➔ Un plan régional fixant une ambition de réduction massive des GES par économie d'énergie et développement des renouvelables.
- ➔ La création d'autorités régionales pour développer le transports de fret par les voies ferroviaires et fluviales, défense du maillage des lignes voyageurs menacées par les « bus Macron » polluants.

- ➔ Augmenter les moyens consacrés aux logements écologiques et sociaux
- ➔ Soutenir les collectivités qui veulent revenir à la gestion publique de l'eau et des déchets .

Réorienter les finances vers un développement social et écologique :

- ➔ Conditionner toute aide publique à des critères sociaux et écologiques. Engager une démarche, avec les salariés, pour contrôler l'utilisation des milliards du CICE versés par le gouvernement et utilisés pour augmenter les bénéficiaires sans embaucher.
- ➔ Planification écologique pour la création de pôles de développement mêlant emploi, habitat et service public à l'échelle des bassins de vie,
- ➔ Fond publics en priorité aux entreprises d'économie solidaire, aux réseaux de distribution alternatifs, aux circuits courts, aide à la reprise par les salariés des activités de leur entreprise, à l'agriculture paysanne, aux projets de culture agro-écologique.

Des régions pour la solidarité, l'égalité et la démocratie

- ➔ Des régions qui accueillent les migrants, et mobilisent les moyens nécessaires pour eux et pour tous les exclus et précaires
- ➔ Des régions qui développent les actions contre les discriminations (jeunes, femmes, étrangers, précaires).
- ➔ Construire de nouveaux rapports entre élus et mobilisations sociales, habitants, salariés, associations, indispensables pour imposer des changements. Respecter l'échelon des communes que l'on veut diluer dans les « métropoles », avoir recours aux consultations démocratiques, notamment sur les grands projets inutiles et dangereux pour l'environnement. ■

AUTOMNE ANTI-SOCIAL

Macron, Combrexelle : LA CAGE DE FER DU LIBÉRALISME

« Macron démission », plusieurs appels surgissent à gauche y compris dans le PS pour en finir avec ses provocations qui ne réjouissent que le Medef et le FMI. Oui, dehors, mais c'est toute la politique anti-sociale du gouvernement qui fait système et qu'il faut rejeter.



PHOTOS: D. R.

Vous avez eu la loi Macron ? Vous avez maintenant beaucoup mieux : les décrets Macron (voir ci-après). Et madame C. Lagarde, la vigie du Fond monétaire internationale (FMI) livre de bons conseils en souhaitant récemment à la France une loi Macron 2, puis Macron 3, etc. La destruction du Code du travail annoncée par le rapport Combrexelle en serait assurément le signe précurseur. Mais avec la « révolution numérique » se prépare encore mieux : le rapport Mettling, (« Transformation numérique et vie au travail » remis à Myriam El Khomri, Ministre du Travail), qui préconise une sorte...d'abolition du salariat en généralisant les auto-entrepreneurs sans contrat de travail, style chauffeurs Uber (qui se mobilisent aux Etats-Unis pour se faire reconnaître comme salariés).

Provocations Macron

Le ministre Macron n'y va pas avec le dos de la cuiller. Sa loi promulguée en août, mais non votée faute de

majorité, il enfonce le clou avec des décrets d'application. Une partie de Paris intra-muros (ainsi que trois villes) est tout de go décrétée « zone touristique internationale » (ZTI), ce qui permet aux grandes enseignes d'obliger les salariés à travailler tous les dimanches et même de nuit – on dit « travail en soirée » dans la novlangue libérale. Sauf pour la nuit, la compensation négociée serait minimale : pas de chiffrage. Contrairement aux fameux 12 dimanches autorisés (appelés « dimanches du maire ») de la nouvelle loi (au lieu de 5 auparavant), qui avaient centré l'attention au printemps, et où la compensation est double.

Dans ces zones, tous les magasins FNAC de Paris sont inclus, le lobbying a donc payé. C'est une mécanique rôdée : les patrons commencent par violer la loi ; les syndicats gagnent en justice, puis les patrons font un chantage à la fermeture de magasins (exemple le Sephora des Champs-Élysées qui avait ouvert illégalement jusqu'à minuit). Et exigent de changer les lois : nous y sommes. Comme l'explique Karl Ghazi

(CGT commerce): « S'il est justifié de travailler la nuit pour vendre du parfum aux touristes, alors c'est justifié pour vendre n'importe quoi qu'autre ». Et la mécanique de la libre concurrence ne s'arrête jamais.

Le projet Macron n'est pas sans lien avec la réforme territoriale créant les métropoles. Il s'agit de faire de Paris une capitale de pointe dans la mondialisation du commerce de luxe, de masse et touristique, dans la perspective d'habituer toute la société à la chaîne continue du travail et des circuits d'achats non-stop, 24h sur 24, 7 jours sur 7.

Mais les salarié-es du commerce se remobilisent. Il y a un parfum de révolte dans l'air. La conscience de la disparition des petits commerces se double d'une crainte de baisse de la qualité de vie de quartier. La Maire de Paris ouvre une procédure de « question prioritaire de constitutionnalité » (QPC), pour atteinte à la liberté de gestion du maire.

Un premier rassemblement devant le ministère Macron a eu lieu le 15 sep-

Suite page 16



Suite de la page 15

tembre. Au-delà, la discussion a commencé pour une grève générale du commerce le 15 octobre. Un texte unitaire de soutien est signé par les syndicats (CGT, CFDT, UNSA, SUD) qui forment le Comité de liaison interprofessionnel du commerce de Paris (CLIC-P), la Confédération des commerçants de France (qui regroupe des centaines de milliers de petites enseignes), l'UNEF, Femmes Égalité, le Collectif national pour les droits des femmes, le Front de gauche, EELV, le NPA. Un front anti-Macron se construit.

Combrexelle n'aime pas les lois

L'offensive concertée de dénonciation des prétendues lourdeurs du Code du travail, pilotée par l'Élysée et Matignon en lien étroit avec les officines libérales (institut Montaigne) et le MEDEF, déferle depuis plusieurs semaines à feu continu.

Le rapport Combrexelle (directeur du travail) engage une procédure systématique de destruction de pans entiers des principes fondamentaux du droit du travail. Au nom de la liberté de négociation des « partenaires sociaux » (qui est d'ordre constitutionnel), il s'attaque aux acquis de l'ordre public social en limitant la force de la loi par

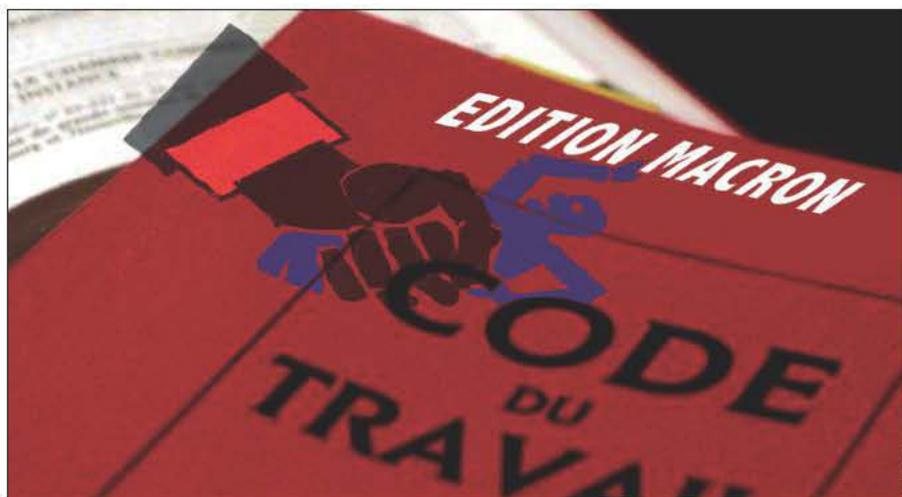


PHOTO: D.R.

des dérogations de grave ampleur, qu'il entend graver également dans la Constitution afin d'en sécuriser l'application pour le patronat. François Hollande avait annoncé ce projet dès 2011, mais sans l'inclure dans ses 60 propositions. Combrexelle va jusqu'à préconiser que seule la prescription européenne de la semaine maximale de 48 hs. relèverait de la norme absolue, ouvrant les vannes à la liquidation des 35 hs. de fait. Mêmes choses pour d'autres garanties menacées, comme le SMIC (maintenu mais détourné) ou les conditions de travail.

Contre cette menace d'une gravité sans précédent, la mobilisation de longue haleine devra sans doute combiner plusieurs moyens : appel pétitionnaire large, contre-argumentaires de juristes, syndicalistes, inspecteurs

du travail, bataille idéologique, engagement ferme des forces de gauche et futurs candidats à refuser cette mécanique infernale.

Libéralisme perpétuel

Ces deux projets signalent un saut qualitatif dans l'offensive libérale, un emballement. La stratégie est d'accumuler sans cesse de nouveaux projets d'agression contre le salariat, contre les populations, en vue de déconstruire systématiquement tous les repères et acquis antérieurs, et installer une ambiance collective de mutation permanente. C'est une logique sans répit, laissant une impression de cage de fer infranchissable.

Dans ce monde du libéralisme perpétuel, les salarié-es éprouvent une grande difficulté à comprendre la logique de tous les fils qui les enserrant, et à déployer une action efficace. Dans les entreprises où règne la concurrence générale, dans la vie sans travail et sans revenu pour les chômeurs, dans le délitement du socle de l'égalité et le sentiment d'une guerre des identités, il est nécessaire de relier chaque lutte partielle à projet qui fasse sens, une alternative émancipatrice. Ce n'est pas nouveau, mais plus que jamais nécessaire. ■

JEAN-CLAUDE MAMET

66

Un texte unitaire de soutien est signé par les syndicats (CGT, CFDT, UNSA, SUD) qui forment le Comité de liaison interprofessionnel du commerce de Paris (CLIC-P), la Confédération des commerçants de France (qui regroupe des centaines de milliers de petites enseignes), l'UNEF, Femmes Égalité, le Collectif national pour les droits des femmes, le Front de gauche, EELV, le NPA. Un front anti-Macron se construit.

99

« BONS RÉFUGIÉS » ET « MAUVAIS MIGRANTS » ?

L'Europe, et la France, DOIVENT ACCUEILLIR SANS TRIER

L'Europe forteresse est mise à l'épreuve par l'afflux des migrants. Les opinions publiques européennes semblent évoluer favorablement dans le sens de l'accueil, malgré –ou en réaction à– la poussée de l'extrême droite xénophobe un peu partout en Europe.

Cette évolution n'est pas le simple produit de l'émotion causée par la découverte sans vie des 17 migrants dans un camion en Autriche et par la photo du petit Aylan noyé. Les contradictions entre les Etats membres ouvrent les yeux sur ce qu'est réellement l'Europe libérale : une machine qui rejette ceux des migrants qu'elle juge « inutiles » et, quand elle parle de « solidarité », ce n'est pas avec les réfugiés, mais entre Etats membres pour qu'ils se partagent ce qu'ils considèrent comme un fardeau. Ainsi Valls, d'abord hostile aux « quotas » au printemps pour ne pas prendre plus de réfugiés, y est maintenant favorable pour en limiter le nombre.

Les grandes manifestations souhaitant la bienvenue aux réfugiés en Allemagne et en Autriche contrastent avec la fermeture affichée au Danemark ou l'hostilité violente du gouvernement hongrois, sans parler de l'opinion tchèque, hostile à 95 % selon un récent sondage. La particularité française interroge. Un sondage récent établissait à 55 % la proportion des Français interrogés refusant d'accueillir plus de réfugiés. Il y a bien sûr le poids du FN. Mais on mesure à quel point la succession des politiques anti-immigrés ont négativement façonné l'opinion. L'idée que pour accueillir les bons « réfugiés » ou les immigrés utiles au patronat, il faut se montrer implacable contre les

migrants « économiques » a été répétée sur tous les tons par tous les ministres de l'intérieur, de droite ou sociaux-libéraux. C'est la phrase de Rocard, érigée en consensus : « *La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde* ». Même si son auteur prétendra avoir ajouté devant la CIMADE que la France devait « en prendre sa part », le sens de cette phrase dans toutes les versions

50 % en Suède et de 60 % en Allemagne. Parmi ces demandes, le taux d'acceptation du statut de réfugié a été de 77 % en Suède, 47 % en Allemagne, 39 % au Royaume-Uni... et 22 % en France. Pas étonnant que les exilés préfèrent tenter leur chance à Calais, quitte à s'entasser en attendant sous le pont d'Austerlitz ou à la Chapelle, que de demander l'asile en France. La convention Dublin 2,

qui impose au demandeur d'asile de ne s'adresser qu'au premier pays par lequel il a pénétré en Europe, est de fait caduque et doit être abandonnée.

Pour refuser ou trier les migrants, chacun y va de sa proposition. Thomas Oppermann, président du groupe SPD au Bundestag propose « une voie rapide pour les migrants qui répondent aux attentes des milieux économiques » et « d'expulser rapidement les

autres ». En France, Marine Le Pen propose « *de ne plus accueillir personne* », Sarkozy d'enfermer les réfugiés dans « *des centres de rétention avant qu'ils ne traversent la Méditerranée* », le maire LR de Roanne ne veut accueillir que des chrétiens. Pour respecter le droit d'asile, l'Europe doit accueillir sans trier : telle est le message livré par le regard figé d'Aylan et des autres noyés de la Méditerranée. ■

PABLO KRASNOPOLSKY



PHOTO: D. R.

vérifiables est : pour intégrer les immigrés autorisés, il faut chasser fermement les autres. Au fond, n'est-il pas aussi légitime de fuir la misère que de fuir la guerre ? D'autant que, dans les deux cas, la responsabilité des puissances du Nord et des institutions financières est avérée.

La particularité française a peut-être été perçue par les demandeurs d'asile eux-mêmes. La France est le seul pays européen où le nombre de demandeurs d'asile a baissé en 2014 : -5 %. La même année, il a augmenté de

Grande-Bretagne : LA VICTOIRE DE J

Selon Margaret Thatcher : « ma plus grande réussite a été de changer le parti travailliste ». Elle doit se retourner dans sa tombe – ou en enfer.

PHOTOS: D. R.



Le résultat des primaires travaillistes est une victoire décisive pour le candidat de l'aile gauche (ou la « gauche dure » selon le terme employé par la presse). Déclaré au dernier moment, coté à 200:1 par les bookmakers, le « gauchiste » Corbyn est finalement élu avec 59,5 % des voix, écrasant au passage les trois candidats représentatifs de l'élite du parti. Avec cette victoire, les 'blairistes' sont mis hors-jeu et les 'modérés' sont sous le choc. Mais avant tout, c'est l'idéologie néolibérale qui a pris un sérieux coup de vieux, et tous les militants de gauche un sérieux coup de jeune.

L'enthousiasme de la foule à chacun de ses meetings, la participation de milliers de bénévoles, la vague d'adhésions au parti qui s'est accélérée après sa victoire, l'implication de plusieurs syndicats importants - tout cela est sans précédent depuis les années 1980. Surtout qu'il n'a rien d'un tribun. Pendant la longue campagne il a impressionné, par sa cohérence, par son sérieux, son amabilité, sa capacité à répondre sur le fond et à ne jamais réagir aux stupidités des journalistes.

L'échec du Labour aux législatives de mai 2015 était dû surtout à son effondrement en Ecosse, où le parti national écossais a fait une campagne plutôt à gauche. La droite a obtenu une courte majorité des sièges, mais la part des voix des travaillistes a légèrement augmenté, et les Verts ont totalisé plus d'un million de voix. L'avertissement est venu surtout de la montée inquiétante de l'UKIP, un parti anti-immigration qui a réussi à capter le sentiment de révolte d'une partie des classes populaires.

Dépasser Cameron à droite

Malgré ce bilan contrasté, pour la droite du Labour la leçon de ces élections était simple : la campagne a



échoué parce que « trop à gauche ». Puisque les électeurs avaient « approuvé » une politique néolibérale, le parti devait les suivre. Elle essayait même sur certains points de dépasser Cameron sur sa droite. En fin de compte, leur candidate aux primaires, Liz Kendall, a obtenu 4,5 % des voix !

Pendant ce temps, Cameron a fait voter une contre-réforme de l'aide sociale, et la majorité du Labour s'est abstenue (seul Corbyn et quelques autres ont voté contre). Une nouvelle loi antisyndicale augmente le seuil nécessaire de votants pour permettre à une grève d'avoir lieu, autorise les employeurs à embaucher des intérimaires pour briser une grève, criminalise les piquets de grève qui ne respectent pas des conditions draconiennes. Les syndicats la contestent, et sont soutenus par Corbyn et son petit groupe de camarades (ainsi que par la gauche radicale).

C'est dans ce contexte que la victoire de Corbyn prend toute son importance. Mais qui est-il et quel est son programme ?

A 66 ans, 'JC' est un élu local puis député depuis 41 ans. Plébiscité dans sa circonscription, mais peu connu du

JEREMY CORBYN CHANGE LA DONNE

66

Corbyn lui-même a dit que sa campagne devrait se transformer en mouvement.

99

grand public, il est membre d'un petit courant composé d'une petite dizaine de députés opposés à la ligne de la majorité. Fidèle à ses principes, rien qu'entre 2005 et 2010, sous un gouvernement travailliste, il défie la discipline du vote pas moins de 238 fois. Pas étonnant, donc, qu'il n'ait jamais été ministre, ni membre du « cabinet fantôme ».

Militant dans l'âme, il est président de la coalition Stop the War qui a organisé la manifestation monstre contre la guerre en Irak en 2003, participe aux mouvements de solidarité internationale, soutient la People's Assembly contre l'austérité, le mouvement antifasciste, des campagnes contre les erreurs judiciaires et les violences policières et beaucoup d'autres. En 1998 il est le seul député travailliste à voter pour un amendement interdisant la discrimination homophobe.

« Marx a dit des choses intéressantes »

Le travaillisme de gauche est un courant aux contours flous caractérisé par une foi dans les possibilités de l'action parlementaire et de la gestion locale, foncièrement attaché au Labour Party, mais très lié aux syndicats et ouvert sur le mouvement social. Ce n'est pas ce qu'on appellerait en France un courant anticapitaliste, et encore moins révolutionnaire. A la différence de la droite travailliste, son but est le socialisme, mais les moyens sont réformistes.

Corbyn collabore régulièrement avec la gauche radicale et révolutionnaire. Il est parrainé au parlement par plusieurs syndicats. Il n'est pas marxiste, mais pense que « Marx a dit des choses intéressantes », et cite comme modèle le président chilien Salvador

Allende. Il souhaite la réforme des institutions européennes, mais n'exclut pas la possibilité de faire campagne pour une sortie de l'UE.

Il est pour l'intervention de l'Etat dans l'économie pour soutenir l'activité et lutter contre les inégalités, le relè-



vement des minimas sociaux universaux, l'abolition des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur qui avaient été instaurés par... le travailliste Tony Blair. Il soutient la renationalisation des chemins de fer, s'oppose à la multiplication des partenariats public-privé et milite pour une fiscalité plus juste, sans cadeaux aux entreprises. Il réduirait les dépenses militaires et abandonnerait la force de frappe nucléaire, romprait avec l'OTAN et avec la politique pro-israélienne.

On peut se demander si un tel programme est à la hauteur des enjeux à une époque de crise systémique très différente de celle de l'après-guerre qui a vu l'instauration de l'Etat-provi-

dence, référence fondamentale de la gauche travailliste. Le parti travailliste peut-il être l'instrument d'une transformation radicale de la société, contre toutes les leçons de l'histoire ? Quelles sont les leçons pour la gauche britannique dans l'échec de la stratégie de Syriza en Grèce ? Ce sont des questions à débattre sérieusement.

Il faut savourer la victoire, mais rester lucide. Les peines de Corbyn ne font que commencer. Les premiers coups de feu ont déjà été tirés par des députés travaillistes opposés à sa ligne, alors que la droite est passée à l'attaque en prétendant qu'il est une menace pour la sécurité du pays. En formant

son 'cabinet fantôme' il a dû composer avec une partie de ses opposants (sans les blairistes, qui s'en sont pour la plupart exclus). Le nouveau numéro 2 du parti, Tom Watson, élu indépendamment du leader, n'a pas attendu pour exprimer son désaccord sur l'OTAN et les missiles nucléaires. Parmi les milliers d'élus locaux travaillistes,

relativement peu lui sont favorables, alors qu'ils sont en première ligne face aux politiques d'austérité – que certains s'acharnent à appliquer.

Pour définitivement changer la donne, Corbyn lui-même a dit que sa campagne devrait se transformer en « mouvement ». La mobilisation en sa faveur démontre qu'un solide potentiel de résistance existe. En juin 2015, une très importante manifestation a déjà eu lieu contre la politique d'austérité. La prochaine fois (au moins), le leader du Labour Party sera dans le camp de ceux qui résistent- et peut-être même dans la rue avec eux. ■

COLIN FALCONER,

Une coalition de gauche qui peut gagner...



Lors de son passage à l'Université d'été d'Ensemble !, nous avons interviewé **AENGUS O'SNODAIGH**, membre du Parlement de Dublin et porte parole du

Sinn Féin pour les questions sociales.

La cure d'austérité imposée par le FMI, l'Union Européenne et la BCE, et menée par le gouvernement dirigé par le Fianna Fail (centre droit), a provoqué la levée d'un front du refus qui a culminé le 21 mars dernier par une manifestation rassemblant 80.000 participants, contre une taxe supplémentaire mettant fin à la gratuité de l'eau. « *Nous ne paierons pas* », « *l'Union Européenne sacrifie les peuples* », étaient les slogans dominants. Les partis traditionnels sont bousculés sur leur gauche.

de couches de la société, notamment du mouvement syndical, qui se sont éloignés du Parti Travailleiste (Labour, actuellement au gouvernement avec le Fine Gael) qu'ils considéraient avant comme un point d'appui à gauche et lui avaient apporté un nombre significatif de voix aux élections précédentes. Des perspectives se sont dégagées aussi du côté du mouvement contre la taxation de l'eau, qui au départ s'était structuré autour du refus d'une nouvelle taxe mise en place dans le cadre du plan de « sauvetage financier » de la Troïka. Ce mouvement s'est transformé en quelque chose de plus global, autour d'une plate-forme unifiée qui concerne toute la politique d'austérité, montrant qu'il est possible de se présenter ensemble aux élections. Et il est avéré qu'entre la partie des « indépendants » ancrés à gauche, les autres forces de gauche et le Sinn Féin, il y a environ 90 % d'accord sur les mesures que l'on peut mettre en avant, et avec l'idée que sur les 10 % restants, on peut

➤ Quel est l'état des mouvements sociaux et des perspectives politiques en Irlande, 6 mois avant les élections de 2016 ?

La situation a changé en Irlande après sept ans d'austérité, les partis « traditionnels », Fianna Fail, Fine Gael et Labour sont rejetés par les citoyens. Depuis les mouvements sociaux de cette année, la gauche a nettement progressé, non seulement le Sinn Féin mais plus globalement toute une série de forces de gauche,

l'Alliance anti-austérité, People Before Profit⁽¹⁾, et des associations comme Right2Water (droit à l'eau) ainsi que des candidats indépendants classés plutôt à gauche. Une progression au point que les sondages montrent que le rassemblement de toutes ces forces, s'il se réalisait véritablement, pourrait être nettement en tête dans les prochaines élections, autour de 50 %. Un des changements majeurs provient de ce qu'à partir d'un rejet de l'austérité, il y a toute une série de milieux et

être en désaccord sans dommage pour l'essentiel.

► Une victoire de la gauche est-elle envisageable ?

C'est possible, car la situation évolue rapidement, personne n'aurait pu prévoir une telle dégringolade du Fianna Fail, qui est le parti national historique qui domine la scène politique, même quand il n'est pas au pouvoir comme c'est le cas en ce moment. Du coup les partis actuellement au gouvernement (Fine Gael et Parti Travailleiste) réfléchissent sur une plate-forme commune avec lui, ce qui en dit long sur ce qu'est le Parti Travailleiste aujourd'hui. Tout cela pour contrer l'essor du soutien à la plate-forme de gauche en cours de création, et qui doit impérativement s'unifier si elle veut l'emporter. Un changement politique est possible. Si elle l'emportait, la gauche reviendrait sur les mesures austéritaires, à commencer par la taxe sur l'eau, elle remplacerait la nouvelle taxe sur la propriété d'habitation par une taxe sur la richesse, qui du coup pourrait rétablir toutes les aides sociales qui ont été supprimées.

► Quelles leçons tirez-vous de l'expérience de Syriza ?

C'est un point important, nous devons avoir un regard critique et

apprendre de l'expérience grecque de Syriza. Cela a évidemment des conséquences, le problème majeur, au delà d'une certaine naïveté dans la manière d'envisager les choses, c'est qu'ils étaient seuls, et que la question essentielle est de travailler à une solidarité européenne, sachant que le gouvernement irlandais, qui aurait pu au moins ne rien dire après son expérience passée⁽²⁾, s'est aligné sur la position de l'Allemagne et des plus durs contre la Grèce.

► Si vous gagnez, quelles peuvent être les marges de manœuvre d'un gouvernement pour sortir de l'austérité ?

Notre situation n'est pas exactement la même qu'en Grèce. La Troïka (présente entre 2010 et 2013 pour l'application de son plan de « sauvetage ») est partie. Le plan de mesures d'austérité qui avaient été imposées est derrière nous, mais l'austérité continue de s'appliquer. La dette est importante, elle est la conséquence de la nationalisation des banques en 2011, quand des milliards ont été injectés pour leur recapitalisation et pour sauver les spéculateurs de la faillite. Ils ont par cela aussi « nationalisé » la dette des banques, qui est énorme et n'a pas été réduite, mais elle a été rééchelonnée sur trente ans dans

la plupart des secteurs. Quand le FMI était en Irlande, leur discours était : voilà l'objectif budgétaire que nous vous fixons, peu importe les moyens que vous utiliserez pour y parvenir. Déjà, dans les limites de cela, il y a de premières marges de manœuvre : on peut très bien avoir une politique plus égalitaire, faire plus payer les riches etc... même sans remettre en cause l'objectif. Mais bien sûr, il faut aussi remettre en cause le cadre fixé par le FMI., notamment l'obligation d'avoir en amont, avant l'établissement du budget de l'Etat, une concertation avec le FMI. Dans la plate-forme en construction, c'est de tout cela que nous discutons. Et pas seulement entre partis politiques, mais aussi avec une bonne partie du mouvement syndical et le mouvement social, les associations, les collectifs, qui participent au mouvement en construction.

Au delà de l'Irlande, du côté de la gauche, l'enjeu est d'être capable de proposer une politique alternative et ne pas se contenter de dire « non ». La crise et la récession en Irlande ont été ouvertes par ceux qui ont spéculé, notamment sur l'immobilier : ce sont les mêmes, maintenant, à qui ont redonné les contrats et ce sont eux aussi qui sont favorisés par les mesures gouvernementales, alors que dans le même temps les hôpitaux ne s'en sortent pas, que les services publics sont en perte de vue, etc.... C'est autour de la problématique de « faire payer les riches » qu'il faut définir une politique alternative. ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR INGRID HAYES



1) Les deux mouvements sont structurés chacun par des petites organisations issues de l'extrême gauche trotskiste
2) L'Irlande a aussi subi un plan d'austérité drastique imposé par l'UE.

PHOTO: D. R.



AVEC SEBAHAT TUNCEL, co-présidente du HDK (Congrès Démocratique des Peuples) dont le HDP (parti Démocratique des Peuples) fait partie tout en étant son émanation pour les élections nationales.

Turquie/Kurdistan : projet dictatorial ou projet démocratique ?

SEBAHAT TUNCEL est une figure majeure du mouvement kurde, des femmes, de la lutte démocratique et de classe en Turquie. Elle a été députée de 2007 à 2015, élue pour la première fois alors qu'elle était en prison depuis 9 mois en raison de son activité politique. Elle s'est distinguée dans la défense des droits démocratiques pour les kurdes et pour toutes les catégories opprimées (femmes, LGBTI, minorités religieuses...), pour la reconnaissance du génocide arménien en faveur de laquelle elle fut la première députée à faire une proposition de loi et dans la dénonciation des désastreuses conditions de travail en Turquie. Elle n'a pas souhaité briguer un troisième mandat et est devenue co-présidente du HDK. Sebahat Tuncel a participé à l'Université d'Été 2015 d'*Ensemble !* et fit une intervention suscitant l'enthousiasme des camarades présents lors de la table-ronde consacrée au Proche-Orient. La veille, nous avons réalisé cet entretien.

► *Le gouvernement Erdogan-Davutoglu mène actuellement une répression accrue en Turquie, comment comprendre cette situation ?*

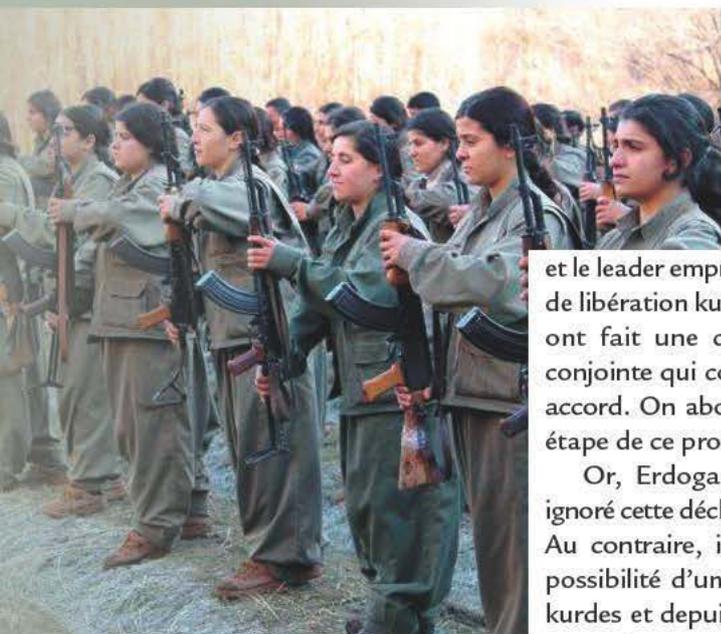
Les élections législatives du 7 juin 2015 sont un tournant. Pour entrer au parlement, il faut atteindre un barrage de 10 % à l'échelle nationale or le HDP a réussi à obtenir 13 % et 80 députés (sur 550) dont 40 % sont des femmes. Globalement, les femmes jouent un rôle absolument fondamental dans notre dynamique. Pour en revenir

aux élections du 7 juin, cela a empêché l'AKP d'avoir la majorité qualifiée nécessaire pour modifier la constitution et même la majorité simple pour la première fois depuis son accession au pouvoir en 2002.

Il faut comprendre que ce qui se passe actuellement n'est pas dû à un entêtement personnel de R.T. Erdogan mais s'inscrit dans un projet politique de changement de régime. R.T. Erdogan veut une majorité qualifiée au parlement pour établir un régime présidentiel dans lequel les pouvoirs sont entière-

ment concentrés dans les mains du Président de la République. Avec notre succès électoral, nous l'en avons empêché. En termes de projet, face au projet de régime présidentiel d'Erdogan, nous opposons un projet de république démocratique avec l'autonomie pour les kurdes et s'appuyant sur des collectivités locales aux pouvoirs accrus, cela dans une confédération démocratique du Proche-Orient.

L'affrontement politique qui a cours en Turquie actuellement est donc celui entre projet dictatorial porté par l'AKP



ratique ?

et un projet démocratique que nous portons. De manière générale, pour répondre à la crise de l'État-nation, nous défendons ainsi un projet d'État démocratique, pour répondre à la crise environnementale, nous portons un projet écologique, pour répondre à la crise du capitalisme nous portons un projet socialiste, participatif. Nous défendons tout cela en étant unis et pluralistes.

► *Qu'en est-il du processus de négociations entre le gouvernement et la guérilla ?*

Erdogan n'a jamais abordé de manière sincère ces négociations. Il ne voulait clairement pas que ce processus aboutisse à une solution politique pacifique. Pourtant, ce processus avait tout de même réussi à avancer. Le 28 février 2015, au palais de Dolmabahçe à Istanbul, les représentants du gouvernement, dont le vice-premier ministre, et une délégation du HDP (Note : cette délégation s'était auparavant entretenu avec la guérilla

et le leader emprisonné du mouvement de libération kurde, Abdullah Öcalan) ont fait une conférence de presse conjointe qui constituait la base d'un accord. On abordait ainsi la dernière étape de ce processus.

Or, Erdogan a tout simplement ignoré cette déclaration et le processus. Au contraire, il a toujours rejeté la possibilité d'une autonomie pour les kurdes et depuis le 28 février 2015, il a mené une politique contraire à ce qui était envisagé dans la déclaration. On nous demande « qui a mis fin au processus ? Qui a renversé la table ? », la réponse est très claire : c'est R.T. Erdogan. La seule chose que celui-ci trouve à dire est « nous nous débarrasserons de tous les terroristes jusqu'au dernier »

Pourtant, dans les régions kurdes, il y a déjà une forme d'autonomie politique de facto. Quasiment tous les députés de ces régions sont au HDP. L'AKP a été balayé lors des élections du 7 juin. Dans le département de Diyarbakir, le HDP a eu 11 députés sur 12. Il en est de même dans les autres départements de la région. Quasiment tous les maires sont membres du BDP qui est notre partenaire et se présente pour les élections locales dans la région.

Parmi ces maires, quatre ont été arrêtés et encourrent la prison à perpétuité pour « révolte armée » alors que ce qui a cours dans ces villes est une mobilisation populaire face à la répression qui a causé la mort d'une vingtaine de civils. La population se mobilise et s'organise dans ces villes, des assemblées populaires se tiennent.

► *Quels sont les liens entre la situation en Turquie et celle dans le Rojava (Kurdistan syrien) ?*

Tout cela est étroitement lié. Ankara n'a pas pu empêcher l'existence d'une

région autonome kurde en Irak, maintenant il veut empêcher l'existence d'une région autonome kurde en Syrie. Il ne faut pas oublier qu'il y a une continuité géographique et politique avec le Rojava au-delà de la frontière.

La résistance de Kobané a été essentielle. Alors que R.T. Erdogan annonçait la chute imminente de Kobané comme s'il délivrait une bonne nouvelle. Kobané a tenu face à l'EI malgré la complicité de l'Etat turc et a suscité une immense vague de sympathie dans le monde isolant Erdogan. On connaissait assez peu la lutte du peuple kurde internationalement. Kobané a permis de la populariser à une large échelle. C'est un point d'appui essentiel.

► *De nouvelles élections sont prévues le 1^{er} novembre alors que la répression s'accroît, comment les abordez-vous ?*

Nous sommes confiants. En réalité, nous pensons que malgré tout ce qui est en train de se passer, nous allons réussir à augmenter notre score et qu'une nouvelle fois, nous empêcherons Erdogan d'atteindre ses objectifs. Malgré toute la propagande, nous constatons que la société veut la paix et ne veut plus de ce modèle autoritaire comme on l'a vu avec la révolte de Gezi (en juin 2013). Au début, l'AKP ne pensait pas qu'on atteindrait les 10 %, maintenant ils vont constater que nous n'allons pas nous en contenter, ce n'est qu'un début. Mais face à la répression et aux attaques d'Erdogan, un large mouvement de solidarité internationale ne peut être qu'utile, d'autant que, comme je l'ai dit précédemment, la résistance de Kobané et la sympathie qu'elle a suscité a préparé le terrain à cela. ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR EMRE OGUN

E ! COMME EGALITÉ E ! COMME ÉCOLOGIE, E ! COMME ÉMANCIPATION, E ! COMME ENSEMBLE



Ensemble ! Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire, est un mouvement politique constitué en 2013, par le rapprochement de différentes formations membres du Front de gauche, avec des militant-e-s du mouvement associatif, altermondialiste, syndical, des luttes féministes et LGBTI, des quartiers populaires, ainsi que des collectifs locaux ou thématiques. Nous sommes convaincus que c'est du métissage et du dépassement des cultures politiques différentes au sein de la gauche de transformation sociale que peut se créer du nouveau en politique.

Ensemble ! est une des composantes du Front de gauche, que nous voulons faire vivre et développer, afin qu'il soit en mesure de favoriser le rassemblement politique, social et populaire, de toutes les forces prêtes à assurer la confrontation avec les classes dominantes et construire une alternative de gauche à la politique du gouvernement actuel. Notre objectif est de contribuer, avec d'autres, à refonder de nouvelles perspectives de transformation de la société, à reconstruire un projet d'émancipation en rupture avec la logique capitaliste et productiviste, fondé sur une alternative sociale, écologique, féministe, internationaliste, un outil pour l'auto-organisation, l'unité populaire, l'autogestion. Le mouvement est constitué de collectifs locaux dans les villes et les départements, qui décident, au consensus, en permettant la participation la plus large, des modalités d'actions pour avancer vers nos objectifs communs.

Celles et ceux qui ont décidé de se mettre Ensemble vous appellent à rejoindre le mouvement !

POUR SOUTENIR, PARTICIPER, ADHÉRER ;

- contacter un collectif local ou un-e militant-e d'Ensemble
- écrire à ENSEMBLE !

26 rue Malmaison, 93170 Bagnolef
visiter le site, pour suivre l'actualité, les propositions et les débats du mouvement : www.ensemble-fdg.org



ENSEMBLE!
MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE, ÉCOLOGISTE ET SOLIDAIRE

BULLETIN DE DÉBAT ET D'INFORMATION

26, rue Malmaison
93170 Bagnolef

Contact : ensemble.bulletin@gmail.com
Maquette : Esteban Drovent
Édité par la Société à responsabilité limitée SECE
(capital social : 300 euros /

RCS de Bobigny : 2015803849 /
Durée : jusqu'au 28/12/2074 /

Co-gérants : M. Migneau,
R. Mérieux
Imprimé par :
Roto Presse Numeris
36, Bd. Robert Schuman
93190 Livry-Gargan
rcs Paris b 440654069

Abonnez-vous ! CONTRETEMPS

Revue de critique communiste

ContreTemps a été créée en mai 2001 par Daniel Bensaïd (1946-2010)

Site : contretemps.eu
<http://contretempslarevuepapier.blogspot.fr>

Abonnement 1 an (4 numéros de 192 pages vendus 13 € l'unité)

France:	44 €
Étudiant – Chômeur-se – Précaire	33 €
Soutien	50 €
Union européenne:	50 €
Hors Union européenne:	65 €

À partir du n°:

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____

Correspondance : revue.contretemps@gmail.com

« Éditée par Syllepse ».



Palement : chèque à l'ordre de *La discordance des temps*, Bagnères 105, 139, rue des Pyrénées 75020 Paris.
carte bancaire via le site : la-breche.com (« contretemps »)

